

BUDGET, SERVICES PUBLICS, SALAIRES... DÈS LE 10 SEPTEMBRE, ON SE MOBILISE!

Fonction
publique
UTILITÉ
PUBLIQUE

Le projet de budget du gouvernement Bayrou, c'est 44 milliards d'économies budgétaires : suppression de deux jours fériés, coupes dans les services publics, énième réforme de l'assurance chômage, gel du point d'indice, gel des prestations sociales, doublement des franchises médicales, remise en cause de la 5e semaine de congés payés... Ces mesures sont aussi brutales qu'injustes ! **Nous voulons un autre budget pour répondre aux urgences sociales et environnementales et l'heure est à la mobilisation !**

BAYROU
T'ES
FOUTU
TOUT
ORSAY
EST DANS
LA RUE

Laissez nous
profiter de
nos jours fériés !
Et des services publics !
Augmentez nos salaires !
Non au budget Bayrou !

Bayrou nous mène droit dans le mur

Incapable de convaincre sur son projet d'austérité maximale, François Bayrou a décidé de jouer son va-tout dans un vote de confiance qui devrait aboutir à la chute de son gouvernement le 8 septembre. Mais la question n'est pas celle du casting du futur premier ministre, c'est celle des politiques menées. **D'autres choix budgétaires sont possibles et nécessaires** : la "dette" est le produit de politiques publiques délibérées qui ont asséché les ressources de l'Etat. **Plutôt que de couper encore dans les services publics et de casser notre modèle social, il est temps d'assumer les moyens de les financer.**

mercredi 10 septembre
mobilisation citoyenne & syndicale

- Actions locales, grève -
Rassemblement et concerts place de la République à 18h

jeudi 18 septembre
mobilisation intersyndicale

Grève et manifestation



Déjà 370 000 signatures
contre le budget Bayrou
Signez la pétition intersyndicale

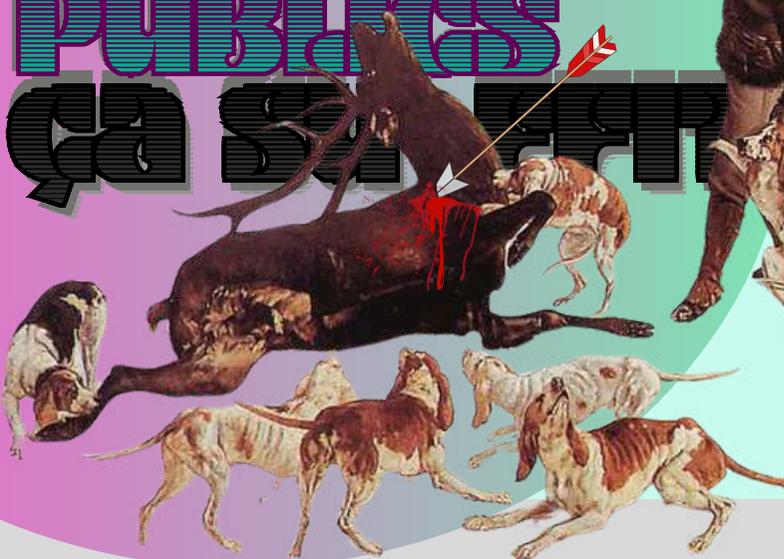
CFDT-CGT-FO-CFE/CGC-CFTC-UNSA-FSU-Solidaires

stopbudgetbayrou.fr

La dynamique de l'initiative citoyenne du 10 septembre démontre l'ampleur de la colère sociale. La CGT soutient le mouvement qui doit s'inscrire dans la durée avec une mobilisation intersyndicale pour un autre budget le 18 septembre. **Des préavis de grève ont été déposés et couvrent tout le mois de septembre et au-delà.**

Le déjeuner sur l'herbe, Manet (1863, musée d'Orsay) n'est-il pas la parfaite allégorie du temps libre ? La suppression de 2 jours fériés repose sur un calcul non démontré d'une hausse de la production et de nouvelles recettes fiscales estimée à 4.2 milliards d'euros. **Pour les salariés du public comme du privé, ce sont surtout deux jours de travail gratuit !**

L'HALLALI DES SERVICES PUBLIQUES ÇA SAUVE



L'hallali du cerf, Courbet (1867, musée d'Orsay). Libre adaptation. L'hallali, c'est le moment où les veneurs sonnent la prise de la proie et annoncent sa mise à mort. Toute ressemblance avec la situation de nos services publics ou notre système de protection sociale serait évidemment fortuite.

Les agents publics en première ligne

Les agents publics sont durement touchés par les annonces budgétaires et ont toutes les raisons de se mobiliser ! François Bayrou a annoncé une stabilité du budget de l'État qui est une baisse déguisée : l'absence de compensation de l'inflation induit des diminutions de budget. Évidemment aucun budget pour financer une politique salariale, nous ferons donc les frais d'un nouveau gel du point d'indice. **L'annonce du non remplacement d'un fonctionnaire sur trois partant à la retraite conduit à 3 000 suppressions de postes en 2026.** Sans compter les annonces de suppression d'agences et opérateurs !

Une baisse organisée des ressources publiques

La politique d'Emmanuel Macron a eu un effet net : appauvrir l'État en baissant le niveau de prélèvements obligatoires (suppression de l'ISF, réforme de l'impôt sur les sociétés...) qui est passé de 54% à 51% du PIB entre 2017 et 2024. Ces réductions d'impôts devaient relancer la croissance économique puis rétablir les finances publiques en dopant les recettes fiscales. **Or l'échec de la politique du "ruissellement" est avéré.** Au total, c'est un manque à gagner cumulé sur la période de 350 milliards alors que les dividendes explosent. N'en déplaise à François Bayrou, **c'est cette chute des recettes qui explique principalement la progression de la dette publique.**

La dette, un alibi pour des réformes structurelles

La casse de nos services publics et de notre modèle de protection sociale sont présentés comme inéluctables. Ils ne sont que **la suite logique d'un projet politique qui a volontairement dégradé l'état des finances publiques pour imposer ensuite des réformes structurelles.** D'ores et déjà, François Bayrou a annoncé une nouvelle réforme du marché de l'emploi et du travail ! Ne nous laissons pas faire ! **D'autres choix sont possibles et nécessaires pour construire la justice sociale et penser la transition écologique.**

L'indécence

211 Mrds €
par an

C'est le montant total annuel des aides aux entreprises. Oui. Vraiment. Loin devant l'Éducation nationale ou la défense, **le premier budget du pays est bien le soutien aux entreprises,** sans contrôle, ni contreparties, ni même mesure de l'efficacité des dispositifs. C'est la conclusion du rapport sénatorial Gay-Rietmann sorti en juillet qui chiffre enfin le montant des aides et exonérations accordées aux entreprises. **Ce rapport pointe l'urgence d'une refonte totale de ces aides** et dessine des pistes fécondes d'économies !

Nos revendications :

- La revalorisation immédiate d'au moins 10% du point d'indice et son indexation sur l'inflation
- La justice fiscale : la taxation des patrimoines, des dividendes et des rachats d'actions, la remise à plat des 211 Mds d'aides publiques aux entreprises, le rétablissement de l'ISF et la mise en place d'une vraie progressivité de l'impôt sur le revenu
- La justice sociale : abrogation de la réforme des retraites, première étape pour gagner la retraite à 60 ans et une sécurité sociale de haut niveau dotée de l'ensemble des moyens nécessaires pour répondre aux besoins
- Le financement de nos services publics et de la transformation environnementale de notre économie, des budgets pour nos hôpitaux, nos écoles, nos universités, nos infrastructures et notre politique culturelle
- L'augmentation des salaires, des pensions, des minimas sociaux, l'égalité F/H et des mesures contre la vie chère dans les outre-mer
- L'arrêt des licenciements et l'organisation d'assises de l'industrie.

N'hésitez pas à nous contacter !

- ✉ cgteduaction.syndicat-ac@education.gouv.fr
- 🌐 <http://cgteduacac.fr> ☎ 5.31.38
- 📺 @cgteduacac
- 📞 06.65.63.00.42 - Sylvie Aebischer
- 📞 06.16.70.60.37 - Jean de Labrusse